

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

MINISTÈRE DU BUDGET



GUIDE DU CITOYEN

LOI DE FINANCES 2019



Pr Alpha CONDE
Président de la République
Chef de l'Etat



**«NOUS DEVONS TIRER LES LEÇONS DU
DÉVELOPPEMENT DU MONDE ENTRE LES VILLES ET
LES CAMPAGNES, ENTRE LA CAPITALE ET L'INTÉRIEUR
(...). CERTAINS SONT FAVORISÉS PAR LE
DÉVELOPPEMENT ET D'AUTRES SONT EXCLUS.
NOUS DEVONS ÉVITER DE SE RETROUVER DANS CETTE
SITUATION.»**

Ibrahima Kassory FOFANA

Premier Ministre
Chef du Gouvernement



«Le Gouvernement se donne pour objectif d'affecter 15% de dépenses budgétaires aux secteurs de la santé et de l'éducation, pour construire des infrastructures, former les enseignants et les personnels de santé et assurer une couverture médicale de base pour les populations les plus vulnérables».

Message du Ministre du Budget

Chers concitoyens,



J'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter le guide du citoyen sur le budget pour l'exercice 2019. Ce document est publié chaque année afin d'aider les citoyens à bien comprendre comment le gouvernement prévoit mobiliser les recettes publiques et assurer leur allocation tout en respectant ses priorités. L'objectif que poursuit ce guide est d'expliquer aux citoyens comment le gouvernement s'organise pour augmenter la collecte des recettes publiques et comment il compte les dépenser conformément aux priorités qu'il s'est fixé.

Quel est le montant total du budget de l'État ? Comment s'élabore ce budget ? Comment est-ce qu'il est exécuté ? Qui en assure le contrôle ? Voilà autant de questions que vous vous posez et dont les réponses peuvent parfois être complexes à saisir, particulièrement pour les non-initiés à cet exercice. A cet effet, le Ministère du Budget s'efforce à travers ce guide d'apporter des réponses simples en évitant, de recourir au jargon complexe du droit budgétaire.

L'élaboration du présent document participe de la volonté du Gouvernement de renforcer la transparence budgétaire et la participation citoyenne au processus budgétaire tel que décrit par la Loi organique relative aux lois de finances. Nous l'avons voulu simple, interactif et compréhensible. Il vous renseigne sur la façon dont l'État utilise son budget (recettes, dépenses et soldes) pour influencer sur l'organisation et le fonctionnement de notre économie et sur le développement de notre pays.

Ce guide entre aussi dans notre mission de vous tenir informés de l'utilisation qui est faite de votre budget. Il est en effet l'expression de la volonté de traduire dans les faits les dispositions novatrices de la Loi organique relative aux lois de finances et de ses textes d'application. Le Ministère du Budget reste déterminé à pérenniser cette initiative en publiant dorénavant annuellement le guide du citoyen sur la loi de finances. C'est par ce biais que nous entendons rendre le budget de l'État accessible aux citoyens dont il est censé améliorer les conditions de vie.

Les priorités du Gouvernement pour l'exercice 2019 conformément aux indications de son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement concernent essentiellement les dépenses publiques d'infrastructures, de financement des systèmes éducatifs, de santé, et de développement des collectivités. Ces dépenses affectent directement l'activité économique et l'emploi à court terme et favorisent sans nul doute l'essor économique à moyen et long terme.

Dans le cadre de l'exécution de la loi de finances 2019, d'importantes innovations sont introduites parmi lesquelles la mise en œuvre des réformes relatives à la mobilisation et la sécurisation des recettes (Numéro Identification Fiscale

Permanent, paiement des différentes taxes par virement bancaire et, reversement des recettes des EPA dans le compte unique du trésor...) ; le démarrage du processus de mise en vigueur de l'accord cadre de financement de nos projets prioritaires convenu avec la République Populaire de Chine pour une enveloppe de 20 milliards de dollars US pour la période 2017-2036, la mise en place d'un budget d'affectation spéciale dénommé fonds national de développement local/ANAFIC pour le financement du développement des collectivités à la base et la création de l'Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES) et du Fonds de garantie de l'Habitat.

Par ce guide, nous faisons la promotion de la transparence budgétaire et de la redevabilité, si chères au Président de la République, Chef de l'Etat, Professeur Alpha Condé. Sans doute, par ce biais, nous prévenons, voire luttons, également contre la corruption qui pèse tant sur l'efficacité de nos politiques publiques. Notre souhait est que ce guide apporte des réponses satisfaisantes à vos questionnements.

J'espère que le contenu de ce guide vous donnera envie de vous intéresser davantage au processus budgétaire et aux politiques publiques. C'est à ce prix que nous accroîtrons les bénéfices sociaux et économiques des projets et programmes. C'est aussi la meilleure façon de traduire vos préoccupations dans les différentes lois de finances, conformément à la volonté du Président de la République.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter bonne lecture.

Je vous remercie.

Ismaël DIOUBATE
Ministre du Budget

Sigles et abréviations

CAAF	: Centres d'Appui à l'Autonomisation des Femmes
DAF	: Division des Affaires Financières
DGD	: Direction Générale des Douanes
DNB	: Direction Nationale du Budget
DNI	: Direction Nationale des Impôts
DNIP	: Direction Nationale des Investissements Publics
DNPEIP	: Direction Nationale du Patrimoine de l'État et des Investissements Privés
DNPP	: Direction Nationale du Plan et de la Prospective
DNTCP	: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ERAM	: Ecoles Régionales des Arts et Métiers
GNF	: Francs Guinéens
IRE/DPE	: Inspection Régionale de l'Education/Direction Préfectorale de l'Education
ISSAV/VGE	: Institut Supérieur des Sciences Agronomiques et Vétérinaires/Valérie Giscard d'Estaing
LF	: Loi de Finances
LFI	: Loi de Finances Initiale
MB	: Ministère du Budget
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
MPDE	: Ministère du Plan et du Développement Economique
OMVG	: Organisation pour la Mise en œuvre du Fleuve Gambie
PACV	: Programme d'Appui aux Communautés Villageoises
PAFISAM	: Projet d'Amélioration de la Formation et de l'Insertion dans les secteurs de l'Agriculture et des Mines
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
RER	: Redevance d'Entretien Routier
RP	: Responsable de Programme
FMI	: Fonds Monétaire International
UE	: Union Européenne

1. Guide du Citoyen : qu'est-ce que c'est ?

Le guide du citoyen est un document simplifié de la Loi de Finances. Il résume les principaux chiffres figurant dans cette Loi, à travers lesquels le citoyen est informé de la provenance des différentes ressources publiques (impôts, taxes et financements extérieurs) et de la façon dont les dépenses publiques sont réparties pour financer les services publics.

Ce document permet également aux citoyens de comprendre les dépenses publiques et de prendre connaissance des niveaux du déficit budgétaire et de son financement, ainsi que de l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques (PIB, taux d'inflation, taux de change).



Le budget du citoyen 2019 présente les objectifs fondamentaux de La loi de Finances 2019. Il récapitule ses principaux chiffres, la répartition des recettes et des dépenses de l'État et met un accent sur les investissements et services à caractère social relevant des secteurs intéressant les citoyens comme l'éducation, la santé, le logement, le développement rural etc.

2. Quelle est l'importance de ce guide pour le citoyen ?

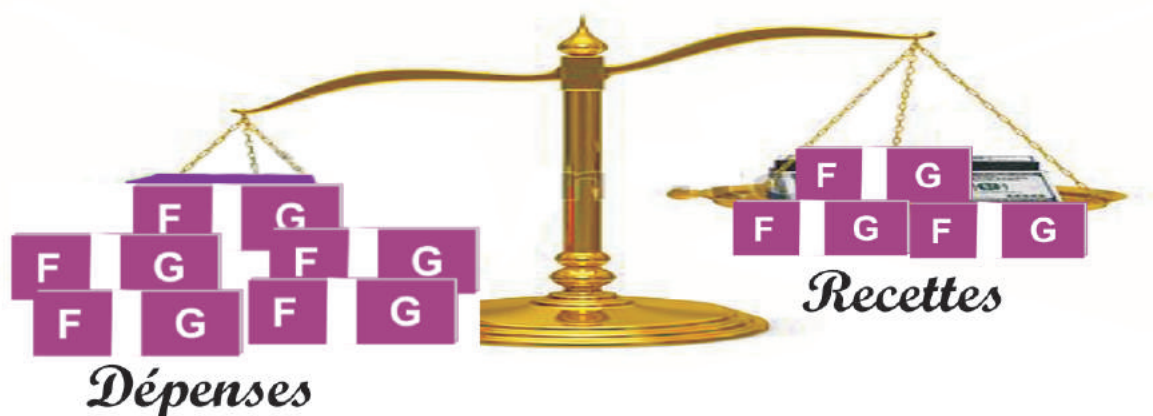


La loi organique relative aux lois de finances dispose que les citoyens, qui sont à la fois contribuables et bénéficiaires des services publics, doivent être clairement, régulièrement et complètement informés de tout ce qui concerne la gouvernance et la gestion des fonds publics.

Pour répondre à cette exigence de transparence, le gouvernement guinéen élabore depuis 2017 le guide du citoyen avec pour objectif de faire comprendre le processus budgétaire, la collecte des ressources budgétaires et leur utilisation pour la production des biens et services publics.

En outre, il facilite la participation des citoyens dans le débat en matière de gestion publique et informe le grand public des orientations stratégiques du gouvernement dans un langage simplifié et accessible.

3. Qu'est-ce qu'un budget de l'État ?



Le budget est un document prévisionnel qui autorise et retrace l'ensemble des recettes et des dépenses de l'État pour une année civile. Il est à la fois politique, technique et juridique. C'est avec le budget que l'Etat montre aux citoyens le niveau des ressources qu'il prévoit mobiliser et comment elles seront réparties entre les différents projets et programmes. A travers le budget, le gouvernement montre comment les ressources provenant des contribuables, des dons et des prêts provenant de l'extérieur seront utilisés.

En Guinée, le budget est préparé pour une période de 12 mois, allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année. Il constitue une traduction fidèle des priorités stratégiques des pouvoirs publics. L'accent particulier sera mis sur les secteurs clés tels que l'agriculture, l'éducation, la santé, les infrastructures (routes, barrages hydroélectriques, logements) et la protection sociale comme spécifiés dans le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). Le budget est l'instrument de mise en œuvre d'un programme public. Il est le reflet financier des priorités gouvernementales au cours de l'année. Ces priorités sont définies à travers les différentes politiques et stratégies sectorielles.

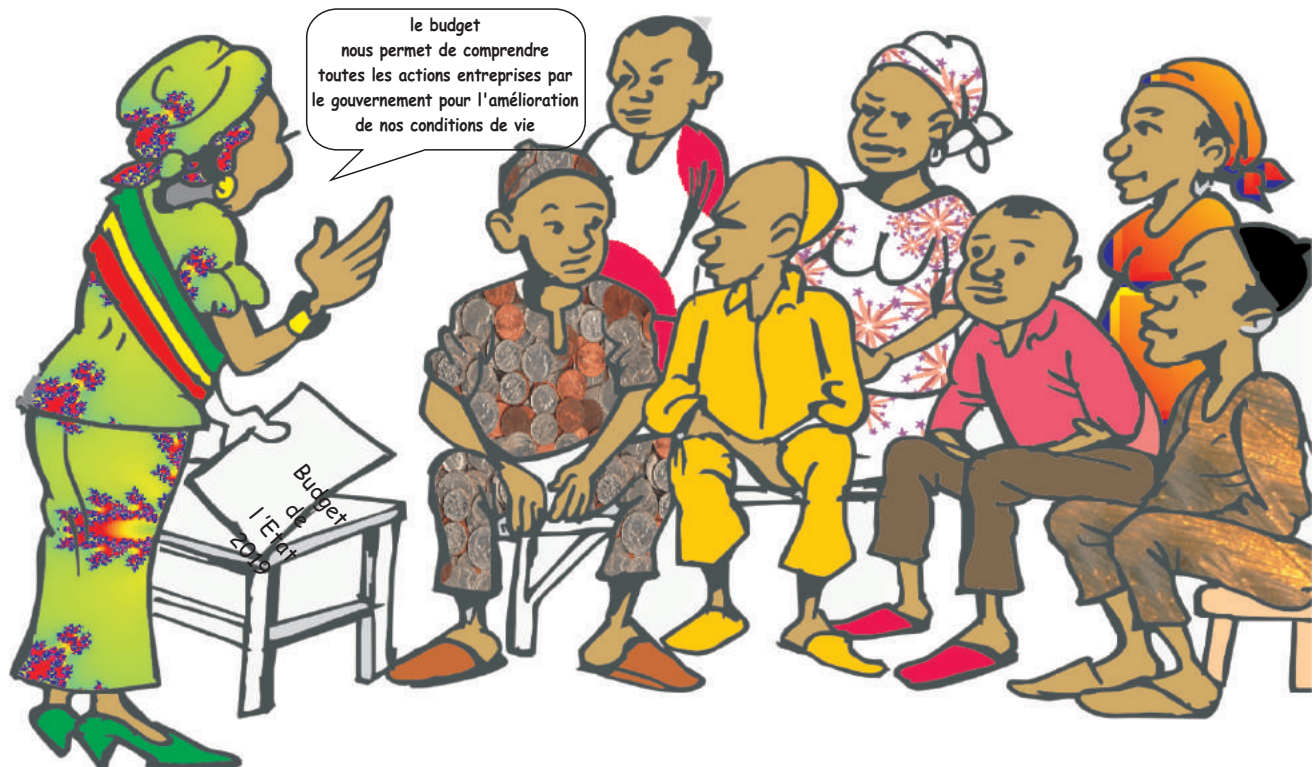
4. Pourquoi le Gouvernement doit préparer le Budget?

La préparation du budget permet au gouvernement de planifier et de gérer ses ressources financières pour la réalisation des différents programmes et projets ayant plus d'impacts sur le développement du pays. Le gouvernement détermine les priorités et met en action les différentes politiques publiques en tenant compte des ressources disponibles. Les ressources étant toujours limitées par rapport aux activités que le gouvernement aimerait faire en faveur de sa population, le budget est donc, un outil que le gouvernement utilise pour choisir le plus important et décide comment les ressources seront distribuées sur la base des priorités préétablies.

Ainsi, le budget permet de suivre la mise en œuvre des activités prévues et l'évaluation des progrès réalisés par rapport aux objectifs fixés.



5. Pourquoi les citoyens doivent comprendre le Budget de l'Etat ?



Le budget de l'Etat est le budget des citoyens, ils doivent le comprendre en vue de s'approprier des initiatives prises par le Gouvernement dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie de la population. Il constitue un moyen de contrôle par les citoyens des différentes actions du gouvernement.

Le gouvernement est dévoué à améliorer la promotion de la participation des citoyens dans le processus budgétaire. Cette appropriation du budget par les citoyens montre le niveau de transparence et de la bonne utilisation des dépenses allouées aux différents programmes et projets publics, ce qui augmente l'efficacité et le développement durable.

Les citoyens doivent comprendre toutes les actions entreprises par le gouvernement pour l'amélioration de leur condition de vie, ainsi que leur participation afin de faire le suivi et l'évaluation de l'exécution des politiques du gouvernement. L'objectif principal de ce guide pour les citoyens est d'accroître leur connaissance de l'action gouvernementale et améliorer leur participation à la planification, à la budgétisation et à l'exécution des différents programmes et projets.

À cet effet, les citoyens ont besoin d'avoir une bonne compréhension du processus budgétaire, ce qui permettra leur participation effective et leur contribution dans l'exécution des projets prioritaires pour l'exercice 2019. C'est impératif pour nous tous de comprendre comment les ressources publiques sont gérées, ainsi, nous pourrons mieux évaluer comment le budget est utilisé et donner nos contributions pour l'amélioration des informations sur les opportunités économiques des futurs budgets.

6. La politique budgétaire 2019 et ses grandes orientations

Les objectifs de la politique budgétaire reflètent les orientations générales du Gouvernement au moment de son installation et tiennent compte des engagements entre le Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers dont ceux pris dans le cadre du programme économique et financier avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Le discours de politique générale du Premier Ministre à l'Assemblée nationale met l'accent sur le maintien de la stabilité macroéconomique et la poursuite d'une croissance économique forte et mieux partagée, en vue de réduire la pauvreté. Cette politique s'appuie sur un effort de mobilisation des ressources intérieures afin de financer le Plan National de Développement Economique et Social.

En ce qui concerne les engagements du Gouvernement vis-à-vis de ses partenaires au développement, ils s'appuient entre autres sur :

- ✓ le maintien du déficit budgétaire et de l'endettement à un niveau raisonnable en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) ;
- ✓ la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels (prêts à taux d'intérêt faible) ;
- ✓ la consolidation et l'approfondissement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes ;
- ✓ une meilleure allocation des ressources en privilégiant les services de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance ;
- ✓ le renforcement de la déconcentration budgétaire ;
- ✓ la poursuite de la mise en œuvre du plan de réforme des finances publiques.

Les projections budgétaires de 2019 tablent sur un taux de croissance du PIB de 5,9%, un taux d'inflation de 8%, un taux de change moyen de 9 824,7 GNF pour un dollar US et une pression fiscale de 13,7% du PIB.

En outre, ce budget 2019 s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (2016-2020) qui est l'outil d'opérationnalisation du document de programmation stratégique Guinée vision 2040.

Pour la mise en œuvre de ces orientations, il est envisagé une mobilisation accrue des recettes à travers : (i) l'élargissement de la base taxable de l'impôt spécial sur certains produits, (ii) la suppression des exonérations exceptionnelles, (iii) l'intensification de la lutte contre la fraude fiscale et (iv) la fiscalisation progressive du secteur informel.

Aussi, des réformes visant à améliorer l'efficacité des dépenses publiques en mettant l'accent sur celles réduisant les inégalités sociales vont être engagées. D'une manière générale, les orientations budgétaires de 2019 s'inscrivent dans la continuité de la mise en œuvre d'une politique active de développement social et la lutte contre la pauvreté.

7. Quelles sont les étapes de préparation du budget de l'État ?

Le budget est élaboré par le Gouvernement et voté par l'Assemblée Nationale dans le cadre de la Loi de finances. L'Assemblée Nationale est la seule Institution habilitée à autoriser le Gouvernement à prélever les ressources sur les contribuables/citoyens et à les affecter à des dépenses publiques. Ce rôle dévolu à l'Assemblée Nationale vient d'un principe démocratique selon lequel les élus du peuple déterminent la nature et le montant des impôts et autorisent d'effectuer les dépenses.

Le processus de préparation du Budget de l'État comprend plusieurs activités, implique plusieurs services et s'étale sur toute l'année.

Préparation du projet de loi de finances par le Gouvernement

Les ministères du Budget et du Plan sont chargés de la coordination de toutes les activités avec les autres acteurs impliqués dans le processus de planification et de budgétisation. Cela se fait par l'orientation de la politique, la formation et le soutien technique. Le ministère du Plan et du Développement Economique prépare le Cadrage macroéconomique qui constitue la base de la préparation du budget ainsi que les programmes et projets d'investissement public. Sur la base du cadrage macroéconomique, le ministère du Budget prépare à son tour le cadrage budgétaire, le document pluriannuel sur le cadre de dépenses à moyen terme et les projets de loi de finances. Une lettre de cadrage du Premier Ministre fixe les grandes orientations budgétaires pour l'année budgétaire à venir.

Le cadrage budgétaire ainsi préparé est soumis au conseil des ministres et au Parlement pour approbation. Le Ministère du Budget est également responsable de la mobilisation des ressources pour financer le budget de chaque année. En outre, il est chargé de produire des rapports financiers annuels, trimestriels et semestriels consolidés pour informer le parlement de l'utilisation du budget.

Rôle du Conseil des Ministres

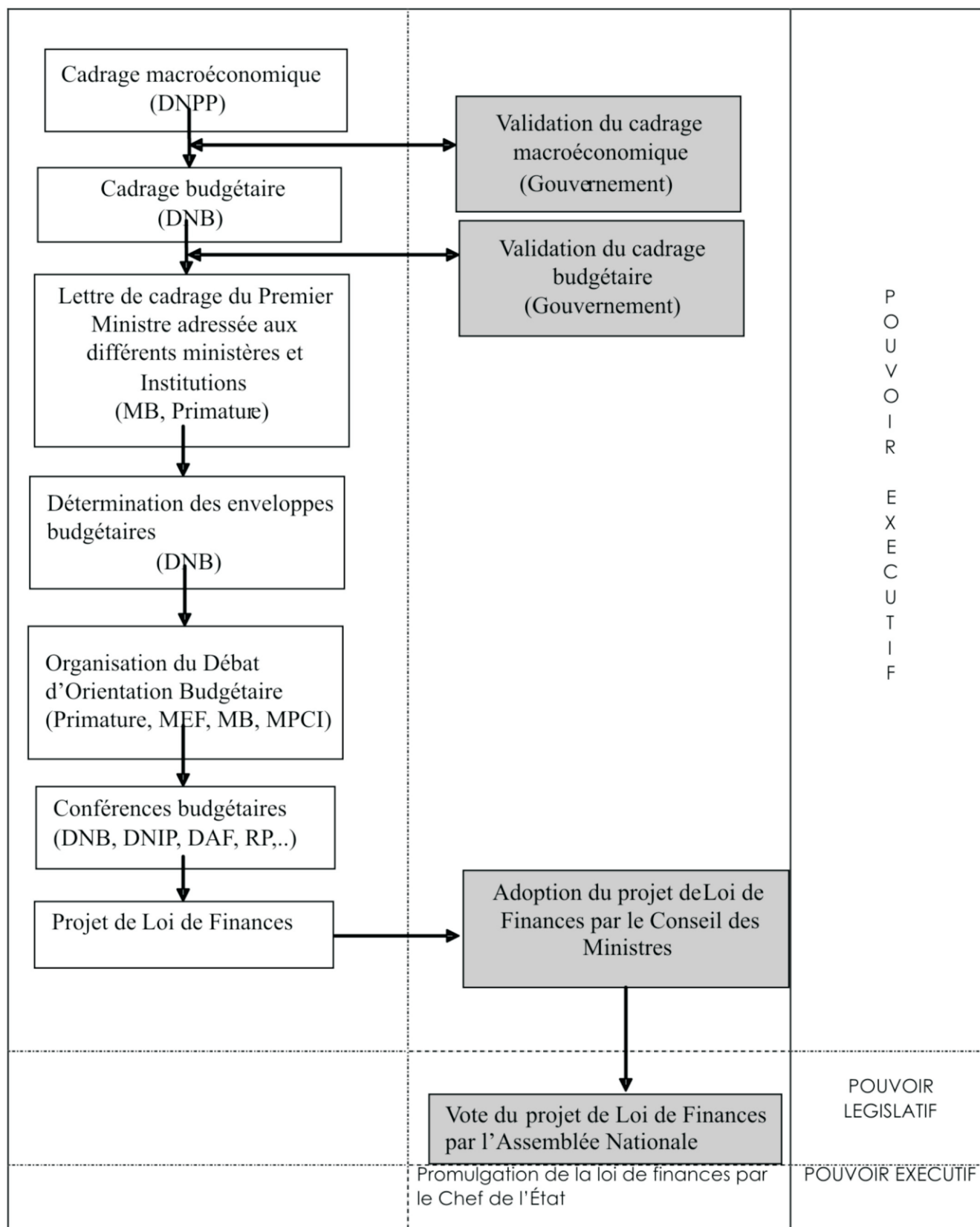
Le Conseil des Ministres fournit des orientations stratégiques sur l'allocation des ressources et approuve les objectifs stratégiques et les priorités du gouvernement pour les politiques budgétaires, comme indiqué dans le Décret portant Cadre de Gouvernance des Finances Publiques. Le Conseil des Ministres approuve également le cadrage budgétaire avant qu'il ne soit envoyé au Parlement. À la demande du ministre chargé du budget, le Conseil des Ministres approuve les règlements relatifs aux questions d'amélioration et standardisation des finances publiques.



Rôle du Parlement

L'Assemblée Nationale est le seul organe ayant le pouvoir d'adopter le budget annuel et sa révision après avoir examiné, débattu et formulé des commentaires sur le document de cadrage budgétaire, les projets de loi de finances et projections des estimations budgétaires. Chaque ministre et Président des institutions Républicaines ont le devoir de défendre leurs politiques et programmes devant les députés et d'en rendre compte.





8. En 2019, combien l'État prévoit-il de mobiliser et de dépenser ?

Les recettes totales prévues pour 2019 se chiffrent à 19 332,08 milliards de GNF y compris le budget d'affectation spéciale (BAS), soit un accroissement de 2 704,9 milliards de GNF (16,27%) par rapport aux recettes du budget 2018. Ces ressources se décomposent en recettes intérieures pour 17 388,6 milliards de GNF, en dons pour 1 425,7 milliards de GNF et en Budget d'Affectation Spécial pour 517,8 milliards.

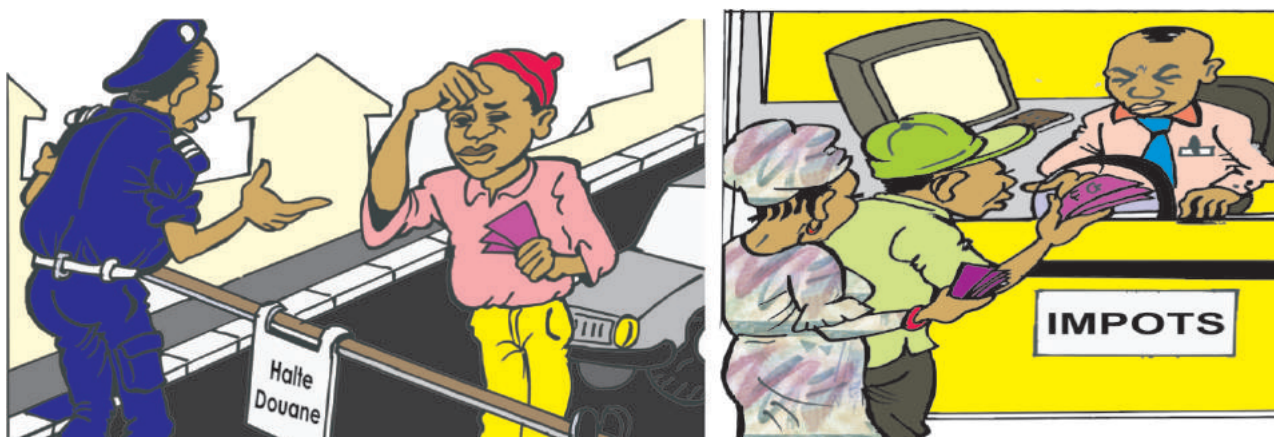
Quant aux dépenses, elles s'élèvent à 22 313,4 milliards de GNF, soit une augmentation de 3 716,4 milliards de GNF (19,98%) par rapport à 2018. Cette augmentation traduit la volonté du Gouvernement de répondre aux besoins croissants des citoyens.

Ces dépenses se décomposent en dépenses courantes pour 12 648,05 milliards de GNF, en dépenses d'investissement pour 9 147, 51 milliards de GNF et en Budget d'Affectation Spécial pour 517,81 milliards de GNF pour le développement des collectivités.

La différence entre les recettes et les dépenses totales de la Loi de Finances 2019 fait ressortir un besoin supplémentaire de recettes de 2 981,30 milliards de GNF. Ce montant constitue le déficit budgétaire qui sera financé principalement par des emprunts extérieurs et intérieurs.

9. D'où proviennent les ressources du budget de l'État ?

Pour financer le budget de l'État, le Gouvernement perçoit des recettes provenant essentiellement des impôts, droits et taxes payées par les citoyens et les entreprises



privées. Il s'agit principalement des prélèvements tels que l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les taxes sur les biens et services (y compris les taxes sur les produits miniers), l'impôt foncier et l'impôt sur le commerce international.

Le Gouvernement reçoit également de l'étranger des dons et des prêts pour financer certains besoins favorables au développement national.

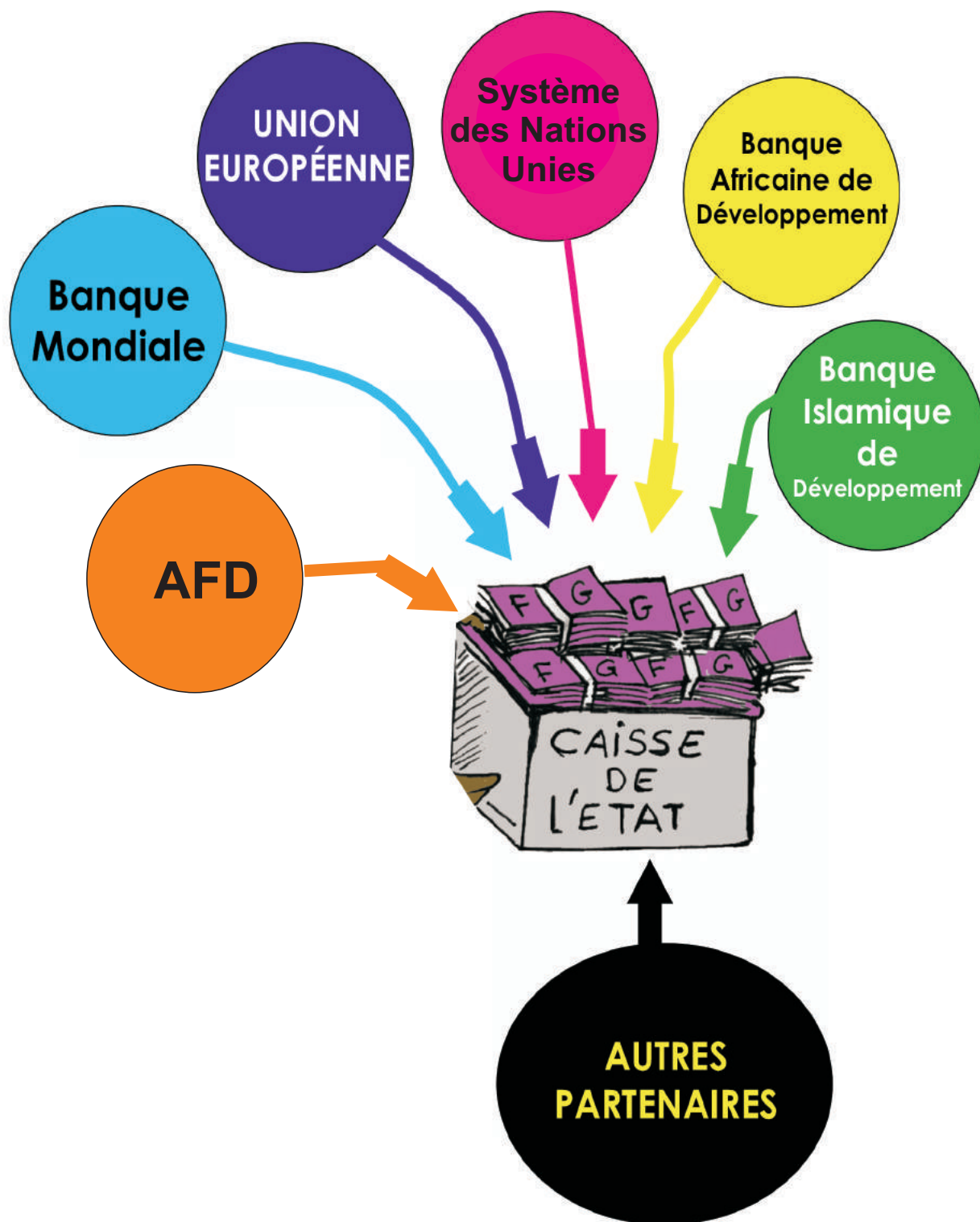


Tableau 1: Ressources du budget d'État 2019 par nature hors Budget d'Affectation Spéciale (En milliards de GNF)

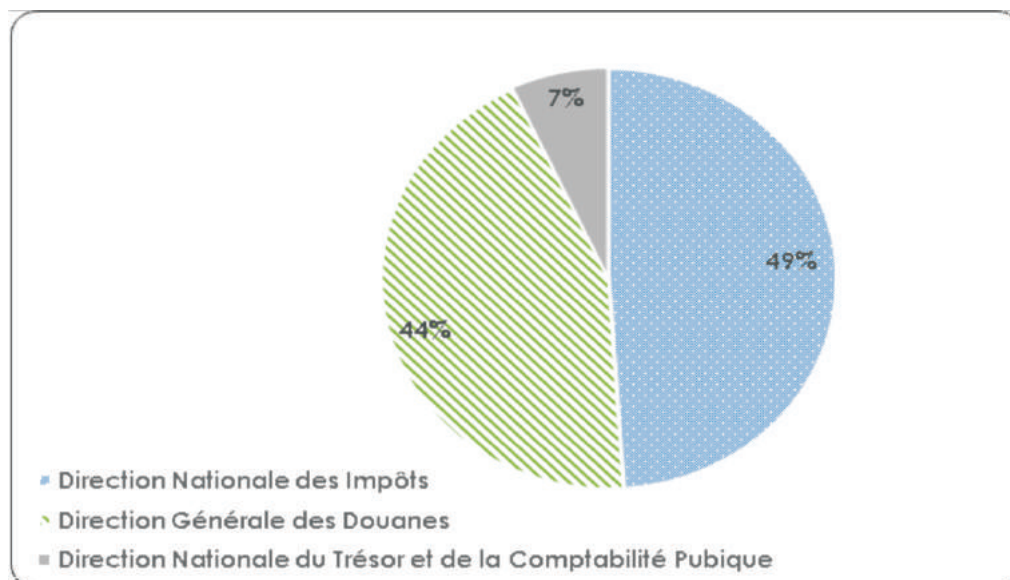
NATURE DES RESSOURCES	2018	2019	Evolution Recettes 2019	
			Ecart	Taux
TOTAL BUDGET GENERAL	16 627,22	18 814,31	2 187,09	13,15%
I- Recettes Fiscales	14 567,90	17 040,40	2 472,50	16,97%
Impôt et taxes sur les revenus et Bénéfices et les gains en capital	3 246,60	3 939,80	693,20	21,35%
Impôt sur le patrimoine	33	85,6	52,60	159,39%
Impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales	2 802,20	4 045,70	1 243,50	44,38%
Taxes sur Biens et services	8 194,50	8 589,10	394,60	4,82%
Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	249,90	307,70	57,80	23,13%
Autres recettes fiscales	41,7	72,5	30,80	73,86%
II- Autres recettes	712,32	348,20	-364,12	-51,12%
Revenus de la propriété	93,73	151,8	58,07	61,95%
Vente de Biens et Services	181,69	152,5	-29,19	-16,07%
Amendes, Pénalités et Confiscation	8,64	10,6	1,96	22,69%
Recettes Diverses	428,26	33,3	-394,96	-92,22%
III- Dons	1 347,0	1 425,7	78,7	5,84%
Dons Appui Budgétaire	495	497,71	2,71	8,60%
Dons Projets et Programmes	852	928,00	76,00	37,00%

La plus grande partie des recettes que le Gouvernement utilise pour payer les biens et les services proviennent des impôts et taxes payés par les citoyens et les sociétés privées. L'autre partie des ressources du budget de l'État est constituée des dons et emprunts obtenus auprès des bailleurs de fonds internationaux (Union Européenne, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, etc.) et les pays amis (Pays arabes, France, Chine, Japon, etc.).

Les recettes intérieures du budget de l'État y compris les redevances d'entretien routier se chiffrent à 17 697,31 milliards de GNF et sont composées des recettes fiscales et des autres recettes (recettes administratives).

Les prévisions de recettes fiscales pour le budget de l'État 2019 sont chiffrées à 17 040,4 milliards GNF, soit une hausse de 2 472,5 milliards de GNF par rapport au budget de 2018. Quant aux autres recettes, elles sont de 348,2 milliards de GNF en 2019 contre 712,3 milliards de GNF en Loi de Finances Rectificatives 2018, soit une diminution de 364,1 milliards de GNF.

Comparée au budget 2018, la plus grande partie des recettes intérieures à mobiliser provient des services des impôts. Avec un accroissement de 17,58% par rapport au budget de 2019, les recettes attendues de la Direction Nationale des Impôts (DNI) sont de 8665,1 milliards de GNF en 2019. Ce qui représente 48,96% du total des recettes intérieures mobilisables en 2019. La DNI est suivie de la Direction Générale des Douanes (DGD) pour 7 806,34 milliards de GNF y compris la RER (44,11%) et de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) pour 1 225,88 milliards de GNF (6,93%).



10. Comment le gouvernement compte dépenser les ressources publiques en 2019 ?



Les dépenses de l'État pour 2019 se chiffrent à 22 313,4 milliards de GNF. Ces dépenses sont constituées des dépenses courantes, nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'administration publique (salaires du personnel de l'État, achats de biens et services, dépenses de transfert et les dépenses pour le paiement des intérêts de la dette) et des dépenses

d'investissement pour la réalisation des infrastructures socioéconomiques (routes, écoles, hôpitaux, forages, aménagements agricoles et énergétiques, logements sociaux, etc.).

Les dépenses courantes sont prévues à hauteur de 12 648,05 milliards en 2019 contre 12 167,8 milliards de GNF dans le budget 2018, soit une hausse de 480,25 milliards (3,94%). Leur part dans le budget de l'année est de 56,68%. Ce niveau des dépenses courantes se justifie par les dépenses de personnel qui connaissent une augmentation de 462,7 milliards liée au reclassement de certaines dépenses de fonctionnement du titre 3 (habillements et uniformes, loyer bâtiment à usage d'habitation et produit alimentaires) en titre 2 (dépenses du personnel) dans le cadre de la nouvelle nomenclature budgétaire et l'application du protocole d'accord conclu entre le Gouvernement, le Syndicat et le Patronat.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 9 147,5 milliards de GNF en 2019 contre 7 022,7 milliards de GNF dans le budget de 2018, soit un accroissement de 2 124,8 milliards de GNF soit 30,25%. Elles représentent 40,99% du total des dépenses du budget de l'exercice 2019.

Quant aux charges des intérêts de la dette, elles passent de 1 186 milliards de GNF en 2018 à 1 002,9 milliards de GNF pour l'exercice 2019, soit une baisse de 183,1 (15,43%) et représente 4,49% du budget 2019.

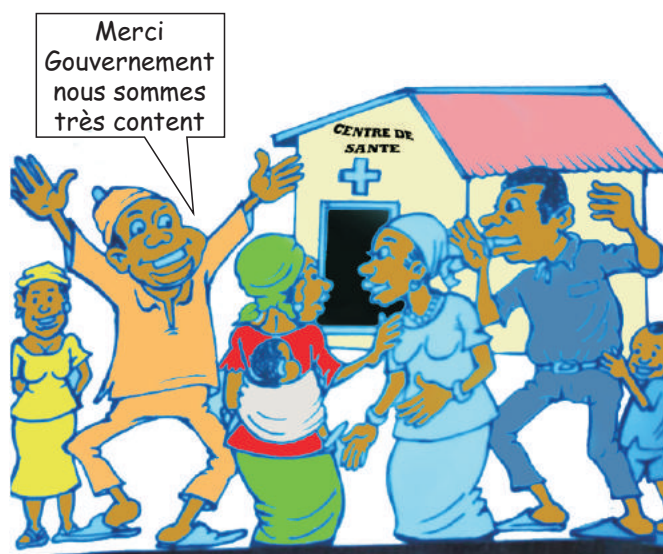
Tableau 2 :Détail des dépenses (en milliards de GNF)

NATURE DES DEPENSES	2018	2019	Evolution Dépenses 2019	
			Ecart	Taux
BUDGET GENERAL	15 812,0	21 137,04	5 325,04	33,68%
DEPENSES COURANTES	12 167,8	12 648,1	480,3	19,04%
Charges financières de la dette	1 186,0	1 002,9	-183,1	9,00%
Dépenses de personnel	4 631,9	5 094,6	462,7	14,70%
Dépenses de biens et services	2 830,7	3 179,1	348,4	34,90%
Dépenses de transferts	3 519,2	3 371,5	-147,7	12,10%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	7 022,7	9 147,5	3 210,8	68,20%
Dont FINEX	4 353,0	5 186,0	2 740,5	132,40%

Source : Direction Nationale du Budget

11. Ressources transférées aux collectivités

Les ressources transférées aux collectivités territoriales en 2019 sont estimées à 12,52 milliards de GNF réparties entre les sept régions administratives (Boké, Faranah, Kankan, Kindia, Labé, Mamou et N'zérékoré) pour 3,77 Mds et 8,75 Mds pour l'ensemble des collectivités décentralisées (communes rurales et urbaines). Ces ressources sont en grande partie consacrées aux dépenses courantes et principalement au traitement salarial.



DESIGNATION	2018	2019	ECART	TAUX
Ensemble des gouvernorats	4,74	3,77	-0,97	-20,46%
Région de BOKE	0,72	0,57	-0,15	-20,83%
Région de FARANAH	0,57	0,46	-0,11	-19,30%
Région de KANKAN	0,72	0,57	-0,15	-20,83%
Région de KINDIA	0,72	0,57	-0,15	-20,83%
Région de LABE	0,72	0,57	-0,15	-20,83%
Région de MAMOU	0,43	0,34	-0,09	-20,93%
Région de N'ZEREKORE	0,86	0,69	-0,17	-19,77%
Intervention /Subventions & Transferts (Courants) aux collectivités territoriales	72,15	8,75	-63,4	-87,87%
TOTAL	76,89	12,52	-64,37	-83,72%

a) Le Fonds National de Développement Local (FNDL)

Institué en loi de finances 2016 pour le financement des investissements des collectivités locales est alimenté par une affectation de 15% de recettes fiscales minières, soit 517,8 milliards et 149,06 milliards représentant le coût des investissements de types communautaires initialement réalisé par le niveau central et désormais transféré aux collectivités conformément à l'article 29 du code révisé des collectivités.

Les dotations budgétaires destinées au développement des collectivités ont été inscrites sous forme de Budget d'Affectation Spéciale (BAS/FNDL-ANAFIC) dont la gestion a été confiée à l'ANAFIC.

L'ANAFIC aura la charge de procéder, en rapport avec les services spécialisés de l'Etat, à la collecte de cet appui et à sa distribution aux collectivités conformément aux coûts des compétences transférées et à la péréquation qui sera établie par l'Agence, approuvée par le Conseil d'Administration (CA) et validée par les Ministres en charge du budget et celui de la décentralisation. Elle aura également la responsabilité de la mobilisation en faveur des collectivités les contributions des Partenaires Techniques Financiers.

Par ailleurs, il faut signaler que même si les compétences sont transférées aux collectivités, la définition des politiques sectorielles, des normes techniques et des critères de réalisation des infrastructures relèvent de la compétence des départements ministériels. Les actions à réaliser au niveau des collectivités doivent s'inscrire dans ce cadre.

L'appui de l'ANAFIC s'inscrira dans la réalisation des études, la programmation de l'action dans le Plan annuel de travail et le budget local, la maîtrise d'ouvrage et le transfert des fonds destinés au financement de l'action.

Ces dispositions innovatrices qui s'inscrivent dans un cadre de développement accéléré à la base constituent une première en Afrique.

b) Agence Nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES)

Dans sa volonté de réduire les inégalités sociales, le Gouvernement a mis en place une Agence d'Inclusion Financière dotée d'un budget de 50 Mds pour l'année 2019. Cette agence vient renforcer le dispositif existant à savoir : le Fonds de Développement Social et de la Solidarité (FDSS), le Fonds National d'Insertion des Jeunes (FONIJ), le Fonds de Développement Economique et Social (FDES), le Fonds d'Aide au Développement des Sports (FADES) et le Fonds de Développement des Arts et de la Culture (FODAC).

L'ANIES sera chargée de la conception, du pilotage et de l'animation de la politique nationale d'inclusion dans ses trois principales dimensions : économique, sociale et financière. Elle s'est fixé des objectifs clairs et réalisables qui auront à terme un impact significatif sur les conditions de vie de des populations. Il s'agira en particulier de :

- ✓ Consentir un effort financier d'au moins 2% du PIB d'ici fin 2020 en faveur du partage de la prospérité, suivant, en cela, les recommandations de l'Africa Progress Panel ;
- ✓ D'ici cinq ans, l'objectif est d'atteindre 4% de PIB, orientés vers 40% de la population la plus pauvre (40% bottom, comme le recommande la Banque mondiale dans son objectif de partage de la prospérité « shared prosperity ») ;
- ✓ Réduire à moyen terme la pauvreté, qui touche actuellement près de 60% de la population (65% dans les zones rurales) ;
- ✓ Favoriser l'inclusion financière, qui atteint à peine 3%, en situant à au moins 40% la part de la population ayant accès aux services financiers de base.

L'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) est une première en Afrique de l'Ouest. Elle contribuera fortement à l'évolution du dynamisme économique de la Guinée, qui s'est collectivement enrichie, si l'on considère l'évolution du Produit intérieur brut (PIB), d'autant plus d'actuellement les populations sont, pour une large part, en situation d'extrême pauvreté (moins de 1,25\$ par jour).

L'ANIES constituera un vecteur puissant de redistribution des fruits de la prospérité économique. Elle capitalisera sur l'existant, notamment le Projet Filets Sociaux Productifs.

La mise en place de l'ANIES démarre dès ce mois de février. Une expérimentation (dans un territoire par région naturelle) sera réalisée cette année, suivie d'une généralisation progressive à partir du début d'année 2020.

c) Fonds de garantie de l'habitat

Afin de faciliter l'accès à l'habitat décent pour tous, il est créé dans la loi de finances 2019 un Fonds de Garantie de l'Habitat doté de 25 Mds.

12. Quel est le montant des dépenses d'investissement prévu par pilier du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES) ?

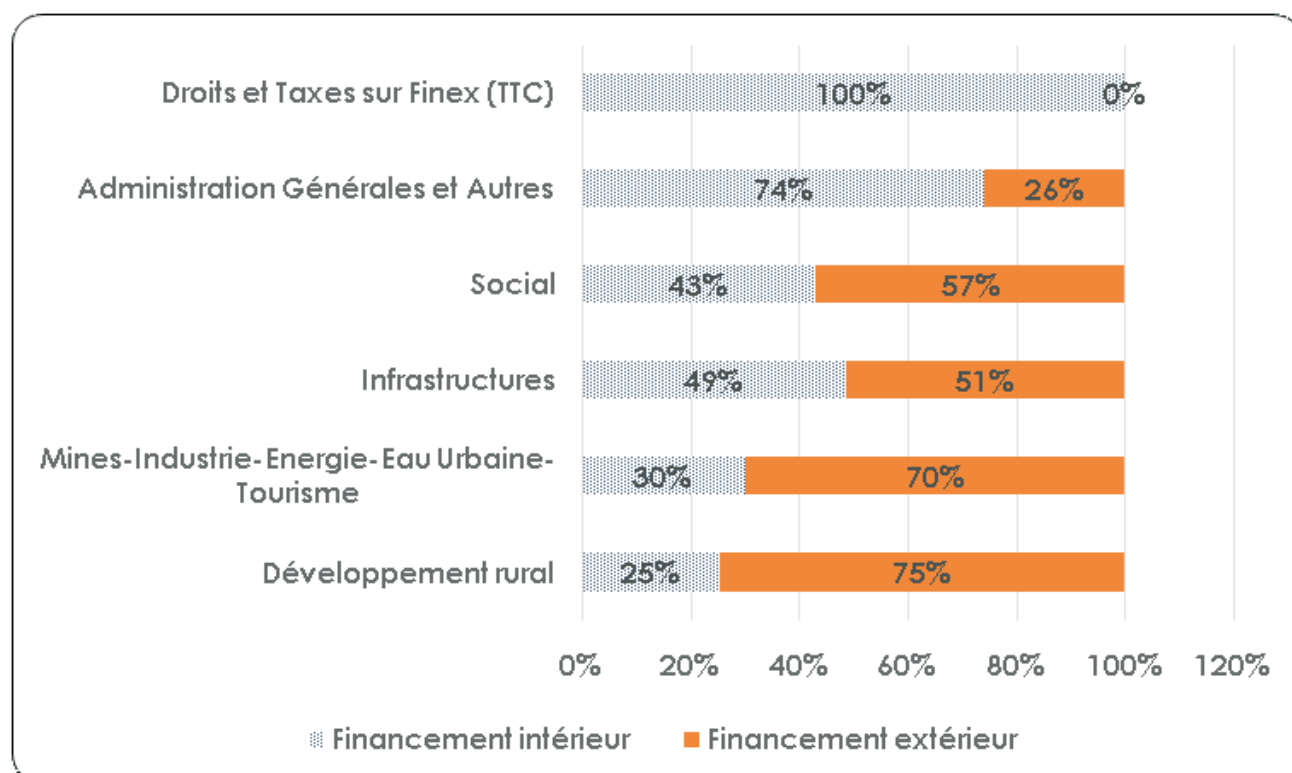
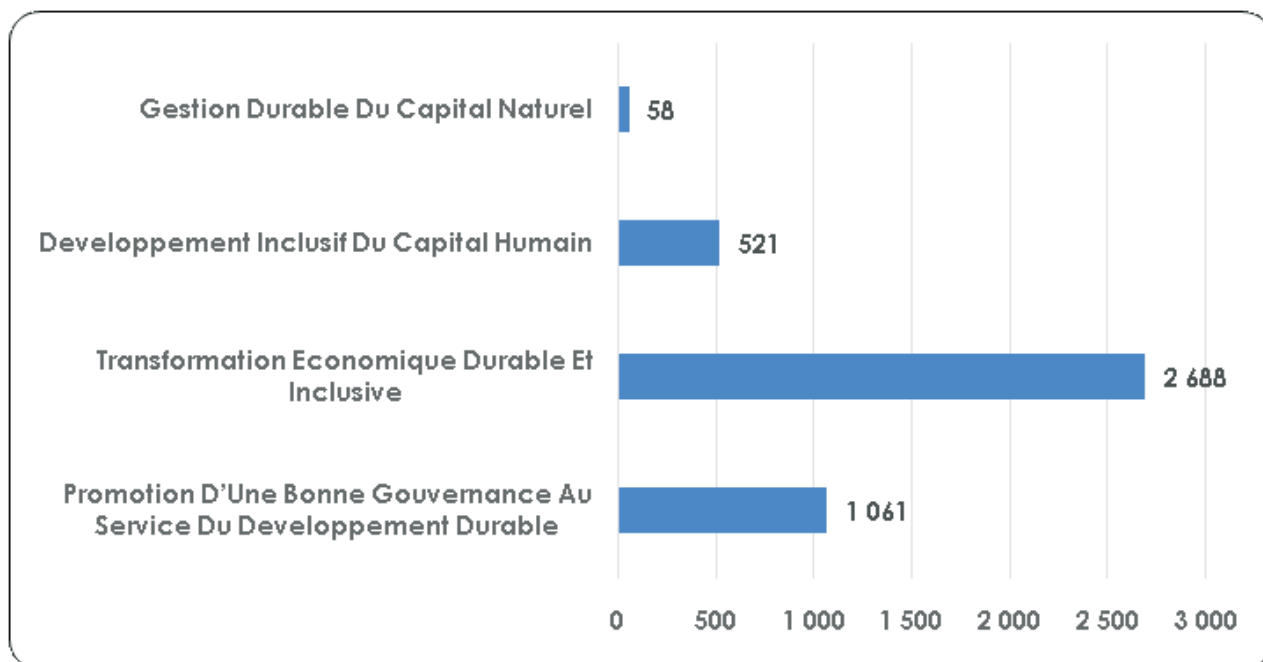
L'objectif global du PNDES 2016-2020 est de promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des guinéens, opérer la transformation structurelle de l'économie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable.

La stratégie du PNDES s'articule autour de 4 piliers de développement que sont : (i) la promotion d'une bonne gouvernance au service du développement, (ii) la transformation économique durable et inclusive, (iii) le développement inclusif du capital humain et (iv) la gestion du capital naturel.

La répartition des dépenses d'investissement de la Loi de Finances 2019 selon les 4 piliers du PNDES est présentée dans le graphique ci-dessous.

Par sources de financement, la mise en œuvre des piliers du PNDES est financée sur ressources propres à hauteur de 45,49% et à 54,51% par les concours extérieurs. L'effort national est relativement marqué au niveau de la Transformation Economique Durable et Inclusive

Graphique 2 : Répartition des crédits du budget 2019 selon les piliers du PNDES (en milliards de GNF)



Source : Direction Nationale du Budget

13. Quel est le montant des dépenses d'investissement prévues par secteur ?

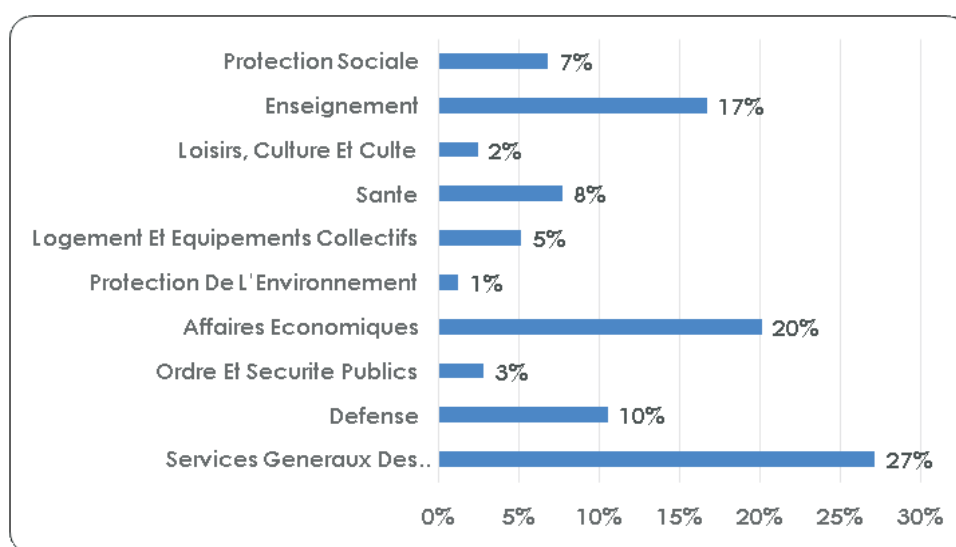
Les principaux projets, par secteur, inscrits dans le programme d'investissement public au titre de l'année budgétaire 2019 sont les suivants :

Tableau 4 : Dépenses d'investissement par secteur (en milliards de GNF)

N°	Secteurs	Financementintéri eur	Financementextéri eur	Total
1	Développement rural	315,78	923,23	1239,01
2	Mines-Industrie-Energie-Eau Urbaine-Tourisme	567,38	1 324,43	1891,81
3	Infrastructures	1 863,32	1 963,03	3826,35
4	Social	530,9	700,77	1231,67
5	Administration Générales et Autres	791,31	274,54	1065,85
	Droits et Taxes sur Finex(TTC)	260		260
	Total des Investissements	4 328,69	5 186,00	9 514,69

Source : DNIP

Graphique 4 : la part des différents secteurs de développement dans les dépenses d'investissement de l'État



Source : DNIP, DNB

Cette répartition du volume des dépenses d'investissement s'inscrit dans la logique des politiques publiques engagées par le Gouvernement dans le but de réduire significativement la pauvreté et accélérer la croissance inclusive en comptant progressivement sur les efforts propres.

L'essentiel des allocations revient aux secteurs des Infrastructures pour 3 826,35 milliards GNF; Mines - Industrie - Energie - Eau Urbaine - Tourisme pour 1 891, 80 milliards GNF et au Développement rural pour 1 239,01 milliards de GNF ; représentant respectivement 40,22% ; 19,88% et 12,98% des dépenses totales d'investissement.

14. Présentation du budget par grandes fonctions de l'État

La classification fonctionnelle regroupe les dépenses de l'Administration Publique en fonction des missions essentielles assumées par l'État. Elle repose sur le critère de l'objectif socioéconomique de la dépense qui a l'avantage dans une programmation pluriannuelle de décrire l'évolution des dépenses de l'État indépendamment de leur rattachement.

Tableau 5: répartition du budget selon les fonctions de l'Administration Publique (en milliards de GNF) hors finex

N°	FONCTIONS	2018	2019	Ecart	Accroissement
1	Services Généraux des Administrations Publiques	4 370,28	4 638,22	267,94	6,13%
2	Défense	1 777,39	1 794,10	16,71	0,94%
3	Ordre et Sécurité Publics	461,46	467,86	6,40	1,39%
4	Affaires Economiques	2 847,47	3 434,92	587,45	20,63%
5	Protection de L'Environnement	154,19	203,82	49,63	32,19%
6	Logements et Equipements Collectifs	308,85	868,16	559,31	181,09%
7	Santé	1 016,44	1 306,80	290,36	28,57%
8	Loisirs, Culture et Culte	390,83	407,79	16,96	4,34%
9	Enseignement	2 579,83	2 850,49	270,66	10,49%
10	Protection Sociale	929	1 155,27	226,27	24,36%
	TOTAL GENERAL	14 835,74	17 127,43	2 291,69	15,45%

Affaires Economiques

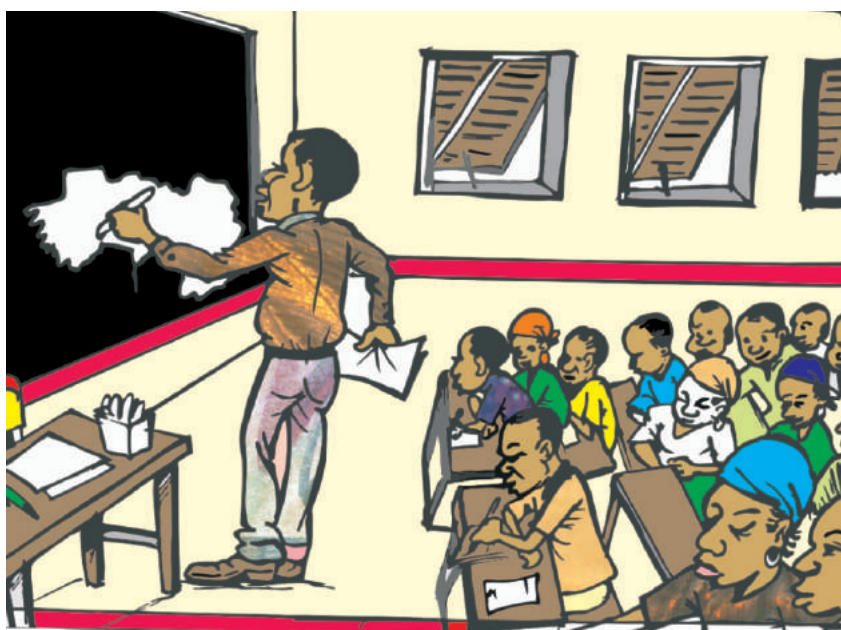


Les crédits alloués à la fonction Affaires Économiques se chiffrent à 3 434,92 milliards de GNF contre 2 847,47 milliards en 2018. Ce montant représente environ 20,06% des dépenses totales hors finexet regroupe essentiellement les secteurs du développement rural (Agriculture, Sylviculture, Pêche, Chasse et Élevage...) et des Infrastructures (transports, Industrie, Énergie etc....)

Enseignement

Pour l'atteinte des objectifs dans le secteur de l'enseignement, le budget 2019 prévoit 2 850,49 milliards de GNF représentant 16,64% du budget général hors finexcontre 2 579,83 milliards en 2018. Ces fonds sont destinés au fonctionnement et à l'amélioration des infrastructures et équipements du secteur de l'éducation.

Dans ce secteur, les investissements prévus concernent principalement la réhabilitation et la construction de nouvelles salles de classes, des IRE et DPE la Construction des nouvelles universités, des Ecoles Régionales d'Art et de Métiers (ERAM) et la réhabilitation et l'équipement en infrastructures de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry.





Pour aider les citoyens à bénéficier d'une meilleure offre des soins de santé et assurer l'accès équitable aux services de santé, le Gouvernement a alloué en 2019 un montant de 1 306,80 milliards de GNF contre 1 016,44 dans le budget 2018. En plus des besoins de fonctionnement, ce montant est principalement destiné à la réhabilitation et l'équipement de l'Hôpital National de Donka, la construction de deux hôpitaux régionaux, la construction et l'extension de l'hôpital de Gaoual, la réhabilitation de l'hôpital de Dabola, la construction de la pharmacie centrale de Guinée et le programme de reconstruction du système de santé.

Logements et Equipements Collectifs

Pour améliorer l'alimentation en eau, les besoins en logement, en équipements collectifs et l'éclairage public, le Gouvernement alloue 868,16 milliards de GNF en 2019 contre 308,85 milliards un an plus tôt.

Dans le sous-secteur de l'eau, il est prévu l'Adduction en Eau Potable (AEP) de plusieurs villes dont Gaoual, Tougué, Yomou, Siguiri et la réhabilitation de l'AEP de la ville de Kankan. En outre, il est prévu la construction des zones industrielles de Guinée.





La protection sociale reste l'un des plus grands défis auxquels le Gouvernement doit faire face. Le montant alloué aux programmes de protection sociale dans le budget de 2019 est de 1 155,27 milliards de GNF. Ce montant est en hausse de 226,27 milliards de GNF par rapport au budget de 2018.

Les principaux investissements prévus dans ce secteur concernent le projet d'autonomisation des femmes à l'entrepreneuriat féminin, la construction des centres d'apprentissage des personnes handicapées, la relance sociale post-Ebola, le système de protection des enfants, le renforcement des capacités des jeunes et des femmes en zone post-Ebola, le programme de réhabilitation et de construction des CAAF.

Défense, ordre et sécurité publics

Avec un montant total de 2 261,96 milliards de GNF, les fonctions de défense, ordre et sécurité publics représentent 13,21% du budget 2019 hors finex. Ce montant est destiné, entre autres, à financer la construction et l'équipement du ministère de la défense nationale, le Laboratoire police scientifique, la réalisation des infrastructures dans certains commissariats et sites de sapeurs-pompiers et la construction de l'Ecole nationale de police à Kafila.

L'une des innovations de 2019 est la mise en place d'un Fonds National d'Etudes des Projets pour un montant de 100 Mds destiné à la conception et à la supervision des projets d'infrastructures.



15. Comment les citoyens peuvent-ils participer au processus budgétaire ?



Il importe que les citoyens comprennent le processus budgétaire pour pouvoir discuter et influencer les choix du Gouvernement. Le vote de l'Assemblée nationale du projet de budget de l'État lui permet de s'assurer que celui-ci prend en considération leurs priorités dans les besoins identifiés.

L'intervention du citoyen peut se faire à travers les services déconcentrés de l'État et décentralisés dans les districts, quartiers, communes rurales et urbaines, sous-préfectures, préfectures et gouvernorats ainsi que les autres services déconcentrés de l'Etat. Les députés de l'Assemblée Nationale peuvent également recueillir et transmettre les préoccupations des citoyens à l'occasion des différentes sessions budgétaires du Parlement.

Pour s'informer sur les questions budgétaires de l'État et/ou exprimer ses besoins prioritaires, le citoyen peut se servir aussi des canaux de communication que sont les radios rurales et communautaires, les chaînes de radio et télévisions publiques et privées, la presse écrite et la presse en ligne.

En République de Guinée, le processus budgétaire est généralement régi par un calendrier qui permet à l'État de fonctionner conformément à un cycle budgétaire qui se décompose en quatre étapes à savoir : la préparation par le Gouvernement, l'adoption par l'Assemblée Nationale, l'exécution par le Gouvernement et l'audit et le contrôle par la Cour des Comptes et l'Assemblée Nationale.

La participation des citoyens dans ce processus constituera une contribution majeure dans le choix des programmes et projets de développement socioéconomique.

A ce titre, les citoyens peuvent:

- ✓ assister aux audiences sur le budget ou les suivre tant au niveau national qu'au niveau de leurs localités respectives;
- ✓ participer à tout événement qui peut leur donner l'occasion de rencontrer leurs responsables lors des travaux communautaires ;
- ✓ visiter les bureaux des services administratifs les plus proches, par exemple, ceux du quartier ou du District et rencontrer les dirigeants pour recueillir des informations sur les ressources publiques qui leur sont affectées et discuter de leurs préoccupations.

16. Où les citoyens peuvent-ils trouver le document budgétaire ?

Le projet de budget de l'État ne devient une loi de finances qu'après son adoption par l'Assemblée Nationale et sa promulgation par le Chef de l'État. Après l'adoption, la loi de finances peut être trouvée au Journal Officiel de la République ou dans les services du Ministère de l'Économie et des Finances, du Ministère du Plan et du Développement Economique et du Ministère du Budget. La loi de finances peut également être consultée sur le site Web du Ministère du Budget : www.mbudget.gov.gn.



Conclusion

En 2019, le Gouvernement poursuivra ses réformes dans le cadre de l'amélioration des finances publiques tout en renforçant la transparence dans la préparation et l'exécution du budget.

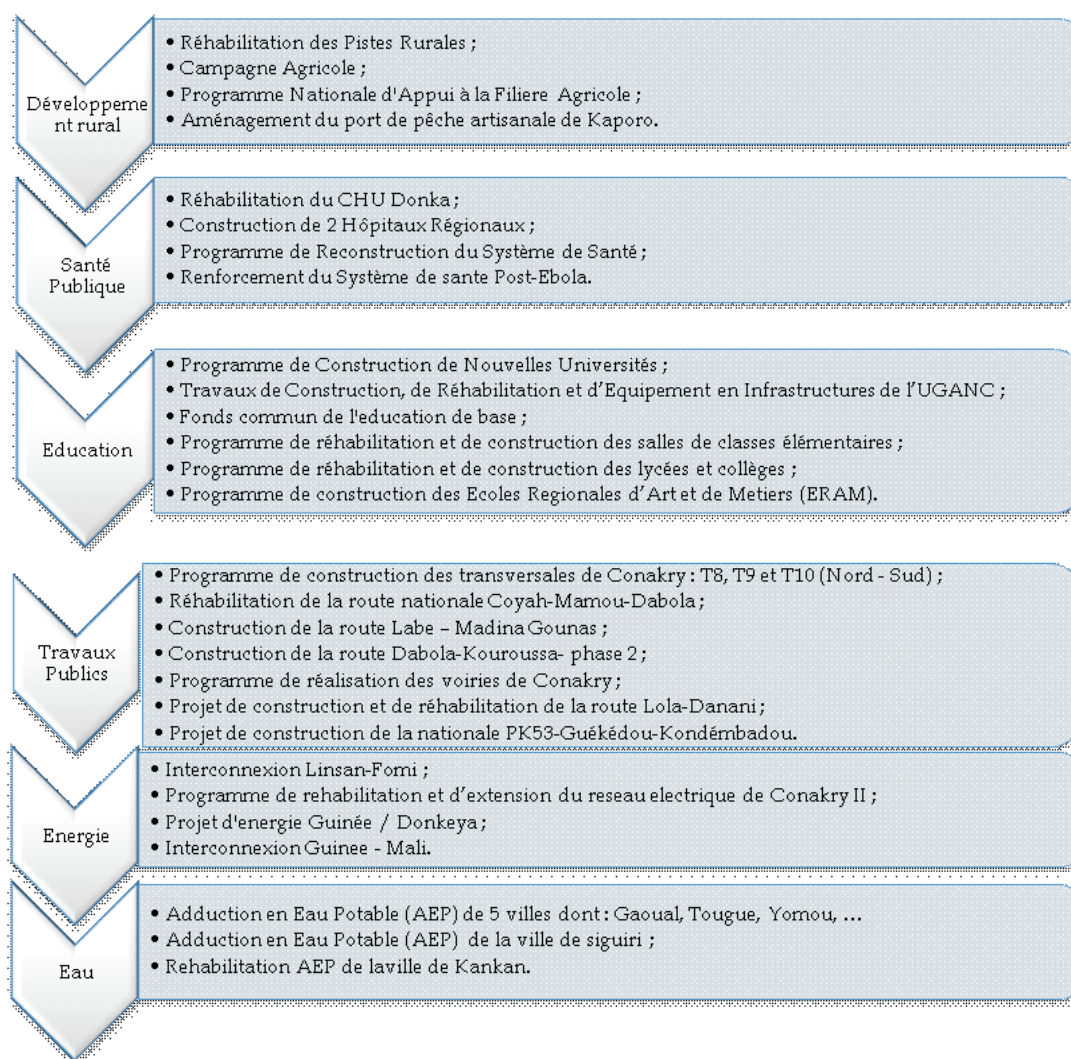
Le budget 2019 en hausse de 19,98% par rapport à celui de 2018 est ambitieux mais reste une prévision dont la réalisation est sous tendue par des efforts de mobilisation des ressources internes et externes. Ainsi, il reste utile de rappeler à chaque

- citoyen son devoir civique de payer l'impôt et contribuer à la sauvegarde des infrastructures publiques.
- employé de l'État de la nécessité d'une gestion rigoureuse et transparente des ressources publiques.

Mobiliser plus de ressources publiques sans compromettre la croissance économique et améliorer la qualité des dépenses restent donc les défis que nous devons relever semaine après semaine, année après année. De cette façon, nous sommes sûrs d'améliorer votre perception du budget de l'État et l'efficacité des politiques publiques.

ANNEXES

Quelques projets d'investissements ventilés par secteur



Ventilation des recettes intérieures par services de régie (en milliards de GNF)

LIBELLE	LFR 2018	2019	Evolution des recettes	
			Ecart	Taux
Total Recettes Intérieures hors RER	15 280,23	17 427,31	2 147,08	14,05%
Direction Nationale des Impôts	7 369,26	8 665,09	1 295,83	17,58%
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	1 939,49	1 225,88	-713,61	-36,79%
Direction Générale des Douanes	5 971,48	7 536,34	1 564,86	26,21%
Redevance Entretien Routier	263,69	270,00	6,31	2,39%
Total Recettes Intérieures avec RER	15 543,92	17 697,31	2 153,39	13,85%

Glossaire

Budget de l'État : Un document retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'État pour une période déterminée, généralement un an.

Cadrage budgétaire : Processus de planification et de programmation budgétaires pluriannuelle en vue d'évaluer le niveau global des recettes attendues et des possibilités des dépenses sur 3 à 5 ans.

Compte de Gestion : Ensemble des documents chiffrés et pièces justificatives des recettes et dépenses, par lesquels un comptable public justifie devant la Cour des Comptes les opérations qu'il a exécutées ou centralisées durant une année financière.

Conférences Budgétaires : Réunions entre les cadres du Ministère du Budget et les représentants des Ministères sectoriels pour un premier arbitrage sur le montant des dépenses à prévoir pour les services de l'État dans le projet de loi de finances.

Cycle budgétaire : Le cycle budgétaire comprend les étapes de préparation, d'exécution et de reddition des comptes du budget de l'État qui s'étend du 1^{er} janvier de l'année au 28 février de l'année suivante.

Déficit budgétaire : Le déficit budgétaire est la situation dans laquelle les recettes de l'État sont inférieures à ses dépenses au cours d'une année. C'est donc un solde négatif.

Dépenses courantes : Ce sont les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Administration (paiement des salaires, achats des fournitures, mobiliers et matériels de bureaux...).

Dépenses d'Investissement ou Dépenses en capital : Ce sont des dépenses destinées au financement du programme d'investissement public (construction des routes, des bâtiments administratifs, scolaires, sanitaires, aménagement des plaines, construction des barrages hydroélectriques, acquisitions des biens à utiliser sur plusieurs années,...).

Dépenses : Dépenses effectuées par les services de l'État dans l'exécution de leurs missions de service public (éducation, santé, routes, emplois, sécurité, agriculture, assainissement, pêche, habitat...).

Impôt : Prestation pécuniaire requise des personnes physiques ou morales par voie d'autorité à titre définitif et sans contrepartie déterminée en vue de la couverture des charges publiques ou à des fins d'intervention de la puissance publique.

Loi de finances : Loi qui prévoit, évalue et autorise l'ensemble des ressources et des charges de l'État avant le début de l'année (loi de finances initiale) ou modifiant en cours d'année les dispositions de la loi de finances initiale (loi de finances rectificative).

Loi de règlement : Loi constatant les résultats financiers de chaque année budgétaire et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions des lois de finances initiale ou rectificatives.

Loi Organique relative aux Lois de Finances : c'est une loi supérieure à une loi ordinaire qui détermine les principes, règles et procédures de préparation, d'exécution, de contrôle et de reddition des comptes des organismes publics (État, collectivités, Établissements publics).

Pouvoir exécutif : C'est le pouvoir qui est chargé d'exécuter les lois, de définir les règles nécessaires à leur application et de gérer les affaires courantes de l'État (Gouvernement).

Pouvoir législatif : C'est le pouvoir chargé de voter les lois notamment de l'État et de contrôler l'action gouvernementale.

Processus budgétaire : C'est un ensemble d'activités liées à la préparation, l'exécution et le contrôle du budget de l'État.

Recettes fiscales : Il s'agit généralement de la plus grande part des ressources perçues par l'État. Ce sont des prélèvements obligatoires. Il s'agit souvent d'impôts directs et indirects. Les impôts directs incluent les impôts sur le salaire et sur les sociétés. Les impôts indirects incluent notamment les droits de douanes, la TVA et autres impôts.

Recettes intérieures : C'est l'ensemble des encaissements effectués par les régies de recettes dans l'application des impôts, droits de douane et taxes administratives au cours d'une année.

Recettes non fiscales : Ce sont des recettes encaissées régulièrement mais qui ne proviennent pas des impôts. Ils regroupent notamment les redevances, les droits et frais administratifs et les revenus du domaine de l'État et autres taxes administratives.

Recettes : Ensemble des ressources financières de l'État destinées à couvrir les charges de l'État (impôts, taxes, droits de douanes, recettes administratives,...).

Régies de recettes : Ce sont des services de l'État chargés d'encaisser les recettes pour le compte du trésor public. Il s'agit principalement de la Direction des Impôts, de la Direction des Douanes et de la Direction du Trésor.

Taxe : Contrepartie d'un service rendu par une personne publique sans qu'il y ait correspondance entre son montant et le prix de la prestation.

GUIDE DU CITOYEN

LOI DE FINANCES 2019



www.mbudget.gov.gn